



Déclaration liminaire – CTSD du 05/02/2021

Une fois de plus, Mme l'Inspectrice d'académie, vous persistez dans la tenue d'instances en visio-conférence, ce qui rend les échanges très compliqués. A cela s'ajoute le problème de transmission de documents très incomplets et ne nous permettant pas de faire correctement notre travail de représentants des personnels. De plus, la programmation de deux instances différentes sur la même journée est aussi une volonté manifeste d'abréger les échanges.

Nous le martelons une fois encore et nous continuerons car manifestement nous ne sommes pas entendus : les personnels et tous les personnels sont épuisés. L'UNSA Education a lancé plusieurs alertes déjà à ce sujet. Cette crise sanitaire dure et durera encore. Elle demande des réadaptations permanentes et des efforts considérables à tous. Il est extrêmement grave que la gestion des ressources humaines ne soit qu'un vain mot, qu'une vitrine. Nous ne sommes que des êtres humains ; veuillez avoir plus de considération...

Cette carte scolaire vient acter une fois de plus le manque de considération et de reconnaissance que le Ministère a envers ses personnels. Tout ce qui est proposé pour notre département : fermetures de postes, suppression d'heures, création des PIAL, ne fera que dégrader encore nos conditions de travail. Cela ne peut qu'avoir un impact délétère sur les professionnels que nous sommes et sur la scolarité des élèves. Des personnels qui travaillent sur plusieurs établissements, préférant encore choisir un temps partiel plutôt que de perdre de l'argent en déplacements non remboursés, des missions qui s'alourdissent – et le terme est beaucoup trop faible – des mises en concurrence déloyales avec le privé, des enseignants mal formés, des directeurs mal accompagnés... Déjà trop stigmatisée, notre profession n'a pas besoin de cela. Combien de démissions, de burn-out, de suicides faudra-t-il encore pour prendre la mesure de la réalité ?

Dans le secondaire, c'est la diminution d'année en année des heures, la suppression des heures fléchées, la suppression des postes, la suppression des dispositifs, la diminution drastique des budgets touchant à la culture, la diminution des moyens en vie scolaire... la liste est longue

et donc non exhaustive. Concrètement sur notre territoire : c'est la disparition de sections sportives, la mise en danger d'autres sections comme celle de jeunes sapeurs-pompiers, la diminution d'heures CHAM pour certains, le latin enseigné à trois niveaux en même temps, des sections bilingues avec deux heures pour l'allemand au lieu de trois, la suppression d'une deuxième langue (quand on est scolarisé dans un petit collège on n'a pas le choix, c'est espagnol deuxième langue), des cours d'anglais à 32 en sixième, des cours de sciences à 28 quand il n'y a que 24 places sur les paillasses. Les seuils disparaissent derrière une rhétorique bien rodée. Mais concrètement, cela se traduit par 70 % des classes du département à plus de 25 élèves et 25% à plus de 28. Ironie du sort, quand on fait nos courses, c'est 8 m² par personne, mais dans une salle de classe 31 élèves plus l'enseignant et un AESH : ça ne choque pas ! Le capitalisme a stocké ses ouvriers, nous, nous stockons nos élèves.

Au niveau du primaire : le tableau n'est pas plus reluisant. La maternelle paie la facture. Logique comptable aisée quand on ne prend pas en compte les enfants de moins de 3 ans dans les effectifs. Quelle considération pour les équipes pédagogiques qui se démènent pour accueillir ces enfants dans de bonnes conditions, leur permettre une première approche positive de l'école, alors que quelques mois plus tard à peine ils devront fréquenter l'école à temps plein ? Quelle prise en compte du travail mené autour des projets d'accueil de ces tout petits enfants, des partenariats avec les dispositifs locaux ? Quelle prise en compte de la ruralité de nos communes, de l'investissement indéniable des municipalités ? Inutile de vous rappeler qu'au vu des seuils, une classe qui ferme, c'est une classe qui ne rouvrira probablement jamais.

Alors posons-nous la bonne question : à qui profite le crime ? Les postes récupérés ne sont qu'une manipulation pour financer ce qui ne devrait l'être sur la dotation PE. Non Mme l'Inspectrice d'académie, vos propositions de carte scolaire ne préfigurent pas une meilleure prise en charge du handicap comme vous le dites. Sur le terrain, on nous demande d'inclure les enfants en situation de handicap, mais du côté administratif, c'est l'inverse : on crée une circonscription spécifique pour l'ASH ! Devons-nous vous rappeler que le financement d'un poste d'IEN n'appartient pas à la même ligne budgétaire que celle des PE ? Il est donc illégal de prendre 1,5 ETP pour cette création de poste. De même, sans remettre en cause la nécessité d'une unité autisme, sa création doit venir d'un financement ministériel fléché, comme cela a été le cas pour l'UEMA de Monistrol sur Loire.

Par ailleurs, l'augmentation du régime de décharge des directeurs pour 1,83 ETP doit être financée par la dotation nationale dédiée des 600 ETP

attribués par le Ministère. Au passage, nous rappelons que le maintien de la décharge à 0,5 à Vals Maternelle ne fait que respecter la réglementation en vigueur pour une école d'application.

Le redécoupage des circonscriptions va avoir un impact sur certains personnels. Nous demandons des réponses à nos questions restées en suspens : que va-t-il advenir des zones d'intervention des RASED ? Y aura-t-il redécoupage des secteurs des enseignants référents ? Comment seront traités les TRS ? Pour ces derniers, l'UNSA Education demande la priorité absolue sur un poste de TRS et l'attribution de points en cas de fermeture.

Enfin, le recrutement de 8 contractuels sur la Haute-Loire ne peut être une solution pérenne pour palier le manque de personnels. A l'UNSA Education, nous sommes très inquiets du recours à ces contrats et de leur renouvellement.

Votre réalité n'est pas la nôtre et est trop éloignée du terrain. Piloter en ne se donnant comme dogme qu'une logique comptable ne pourra engendrer que des désastres humains, creuser les écarts et alourdir la misère sociale. En cette période de pandémie, il aurait été de bon ton de mettre les moyens sur la table. Fi des règles sanitaires renforcées, elles ne sont qu'annonces médiatiques et mettent un peu plus les personnels en porte à faux. La sécurité et l'enseignement dispensé à nos élèves peuvent-ils être encore assurés dans de bonnes conditions ? La réponse est non.

Enfin, l'UNSA Education tient à rappeler son attachement au service public d'éducation. La mise en place des PIAL va une nouvelle fois transférer des fonds publics au service du privé en mettant à disposition des personnels du public qui devront gérer des AESH du privé. C'est inacceptable ! Utilisons ces fonds pour revaloriser les AESH, proposons-leur des temps pleins. Il est temps de reconnaître leurs compétences.

Nous ajouterons qu'au niveau académique est annoncée la suppression de 4 postes administratifs. Suppression qui sera bien répartie pour qu'on la voit le moins possible. Mais ces personnels de l'ombre n'en peuvent plus et trop souvent n'osent le dire. Déjà considérés de seconde zone, pour ce qui est de leur salaire, ajoutons à cela instabilité et précarité des postes. Suppression également d'un poste de direction : quand on sait l'investissement de ces personnels, que l'on constate que beaucoup sont en arrêt. Il ne doit pas y avoir encore assez de burn-out.

Merci de votre attention.

Mmes LAURENT et PALHOL-LAFAYE